



**PRÉFET
DU MORBIHAN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement
de l'aménagement et du logement de Bretagne**

**Direction départementale
des territoires et de la mer**

Service eau biodiversité risques
Unité gestion des procédures environnementales

Installations classées pour la protection de l'environnement

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES DU 13 MARS 2026
modifiant les dispositions de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2025 et
autorisant temporairement l'augmentation du débit de rejet de lixiviats
traités vers le milieu récepteur

ECOSITE CROIX IRTELLE
La Croix Irtelle 56250 LA VRAIE CROIX

Le préfet du Morbihan
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles R.181-45 et R.181-46 ;

Vu le décret du 7 mai 2025 nommant M. Michaël GALY, préfet du Morbihan ;

Vu l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 juin 2025 autorisant la société ECOSITE CROIX IRTELLE, dont le siège social est sis lieu-dit Les Hêtres – CS 20020 – 53811 CHANGE, à exploiter au lieu-dit La Croix Irtelle - 56250 LA VRAIE CROIX une installation de stockage de déchets non dangereux, une installation de tri de déchets non dangereux (papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, métaux...), une aire de maturation de mâchefers et une unité de cogénération du biogaz ;

Vu le dossier transmis par l'exploitant le 25 février 2026, relatif à la demande d'augmentation du débit de rejet des lixiviats traités vers le milieu récepteur pour un volume de 80m³/j durant 60 jours ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 4 mars 2026 ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant le 11 mars 2026 pour observations éventuelles dans le cadre du contradictoire ;

Vu le courriel du 11 mars 2026 par lequel le pétitionnaire indique ne pas avoir d'observation à formuler sur le projet d'arrêté précité ;

Considérant la demande de la société ECOSITE CROIX IRTTELLE du 25 février 2026, visant à augmenter le débit de rejet des lixiviats traités vers le milieu récepteur de 80m³/j durant 60 jours, déposée en application de l'article R.181-46 du code de l'environnement ;

Considérant que les précipitations importantes sur la période de janvier et février 2026 sur le secteur de la commune de La Vraie Croix sont de nature à augmenter significativement le flux de lixiviats collectés sur le site, ce qui justifie la demande d'augmentation de débit temporaire ;

Considérant que le rejet serait limité à 60 jours hors période d'étiage ;

Considérant que le débit supplémentaire est marginal par rapport au débit du ruisseau le Saint-Christophe hors période d'étiage ;

Considérant les engagements pris par le demandeur dans son dossier en vue de respecter les intérêts visés aux articles L.211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que les modifications proposées par l'exploitant ne sont pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que le projet ne constitue pas une modification substantielle, au sens de l'article R181-46 du code de l'environnement ;

Considérant que le projet constitue néanmoins une évolution notable au sens de l'alinéa II de l'article R.181-46 du code de l'environnement et qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires en application des dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Morbihan ;

ARRÊTE

Article 1 – Bénéficiaire

La société ECOSITE CROIX IRTTELLE dont le siège social est situé lieu-dit Les Hêtres – CS 20020 – 53811 CHANGE, est autorisée à augmenter le débit de lixiviats traités de 80m³/jour à compter de la notification du présent arrêté, durant une période de 60 jours qui peut être discontinuée, au plus tard jusqu'au démarrage de la période d'étiage (soit à compter du 1er mai 2026).

Article 2 – Modalités d'encadrement des rejets de lixiviats traités

Les rejets complémentaires sont soumis au respect des dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 juin 2025 et notamment de ses articles 2.2.6 (qualité des rejets) et 5.1.2.2. (modalités de surveillance).

Article 3 – Compte-rendu de suivi

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées, **avant juin 2026**, le compte-rendu du suivi mis en place durant la période de rejet complémentaire.

Article 4 – Gestion du risque inondation

L'exploitant veillera à ce que ces rejets n'engendrent pas de désordre hydraulique en aval, particulièrement en cas de survenue d'intempéries exceptionnelles aboutissant à une augmentation importante des débits dans le cours d'eau du Saint-Christophe et/ou la rivière L'Arz.

Article 5 – Affichage et publicité

En application de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

- une copie du présent arrêté est déposée en mairie de La Vraie Croix et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de La Vraie Croix pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de La Vraie Croix et adressé au préfet du Morbihan (direction départementale des territoires et de la mer) ;
- l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Morbihan pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 6 – Voies et délais de recours

RECOURS ADMINISTRATIFS ET CONTENTIEUX

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de Rennes par voie postale ou par l'application informatique «Télérécours citoyens», accessible par le site internet « www.telerecours.fr ».

1°) par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour ou la décision leur a été notifiée ;

2°) par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 dans un délai de deux mois à compter de :

- a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;
- b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le Morbihan prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La décision mentionnée au premier alinéa peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Conformément aux dispositions de l'article R.181-51 du code de l'environnement, en cas de recours contentieux des tiers intéressés, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. Cette notification doit être effectuée dans les mêmes conditions en cas de demande tendant à l'annulation ou à la réformation d'une décision juridictionnelle concernant cet arrêté, conformément aux dispositions de l'article R.181-51 du code de l'environnement. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

La notification du recours à l'auteur de la décision et, s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

Article 7 – Application

Les dispositions du présent arrêté sont applicables dès leur notification à la société ECOSITE CROIX IRTTELLE - Les Hêtres – CS 20020 – 53811 CHANGE.

Article 8 – Charge financière

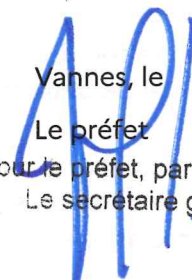
Les frais inhérents à l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 9 – Transmission à l'exploitant

Copie du présent arrêté sera remise au pétitionnaire qui devra toujours l'avoir en sa possession et la présenter à toute réquisition.

Article 10 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Morbihan, le directeur départemental des territoires et de la mer du Morbihan, le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement de Bretagne (inspection des installations classées) et le maire de La Vraie Croix, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Vannes, le **13 MARS 2026**
Le préfet
Pour le préfet, par délégation,
Le secrétaire général,

Stéphane JARLÉGAND

Copie du présent arrêté sera adressée à :

- M. le maire de LA VRAIE CROIX
- M. le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement de Bretagne – Unité départementale du Morbihan – 34, rue Jules Le Grand – 56100 LORIENT
- M. le directeur de la société ECOSITE CROIX IRTTELLE - les Hêtres, CS2 20020 – 53811 CHANGE